

# Bernard Ravenel, « La gauche française au miroir de l'Algérie », (extraits)

## *Mouvements*, nov-déc 1998

Trois partis de gauche ont été concernés par l'Algérie pendant cette période et ont contribué à fixer l'image de l'Algérie: le PSU qui s'autodissout en 1990, le PCF, le Parti socialiste (SFIO jusqu'en 1971).

### **I -1962 -1965: L'AVENIR DU SOCIALISME RESTE OUVERT**

- **Le PSU soutient Ben Bella et l'autogestion**

Né de la faiblesse de la gauche classique contre la guerre d'Algérie, le PSU se sent très lié à ce pays. À travers son hebdomadaire, *Tribune socialiste (TS)*, il va suivre de près l'évolution de l'Algérie indépendante dont il estime l'avenir lié au sien.

Dans la crise de juillet 1962 qui a abouti à la prise du pouvoir par Ben Bella et l'armée de l'extérieur, le PSU par la voix autorisée de Claude Bourdet en appelle à tout faire pour éviter que le sang coule entre Algériens: " Se combattre s'il le faut, avec toute l'énergie qu'exige la gravité des problèmes en cause - mais sans pour cela se condamner les uns les autres. Le salut de la révolution, comme celui de toutes les révolutions, est à ce prix (3)",

Cela dit, pour le PSU qui a envoyé de nombreux coopérants en Algérie travailler avec Ben Bella, la voie vers le socialisme reste " totalement ouverte " (4).

En 1963, le règlement des « biens vacants D abandonnés par les Français (1 million d'hectares de bonnes terres et 500 entreprises industrielles et commerciales) par le décret du 23 mars les attribuant aux travailleurs algériens qui en assureront la gestion directe, semble montrer qu'un point de non-retour a été franchi dans la réalisation de l'option socialiste (5).

À l'occasion du 1er Congrès national des fellahs du secteur autogéré (octobre 1963), *Tribune socialiste* termine un long compte rendu assez enthousiaste par une citation de l'hebdomadaire algérien *Révolution africaine* qui conclut son article ainsi: « Nous croyons fermement que la meilleure combinaison de ces éléments (nationalisations, planifications et méthodes de marché) est réalisée non pas dans le système de l'économie étatisée dirigée d'en haut, autoritairement par l'État-patron, mais par le système de l'autogestion... (6)",

En 1964, l'approche du 1er Congrès du FLN suscite des réflexions politiques et théoriques générales.

Sur le plan politique, le rédacteur en chef de *Tribune socialiste*, Harris Puisais soutient le choix de l'autogestion et formule le souhait « qu'une nouvelle bureaucratie de parti ne se substitue pas à celle de l'administration et (surtout)... à l'action des syndicats.

De cet équilibre entre parti et syndicats doit naître tout l'équilibre du socialisme algérien (7) ».

Dans le même numéro, Manuel Bridier aborde la question centrale de l'État. Il termine ainsi sa contribution: « Dans la période de transition qui est ouverte, le rôle de l'État est inévitable. La question est de savoir s'il peut aider les travailleurs à exercer et à apprendre le rôle de gestion sans se substituer à eux à travers sa propre bureaucratie. Cela dépend de la nature même de l'État, du rôle des masses, du rôle et de la nature du parti (7) ».

C'est dans ce questionnement que le PSU suit le Congrès du FLN considéré comme « un apport extrêmement positif ». Ben Bella a gagné et défendu l'autogestion comme option en faveur de laquelle l'État devra toujours trancher en cas d'arbitrage (8).

Cela dit, bien que satisfait, le PSU ne cache pas ses inquiétudes sur l'avenir de la révolution algérienne, sur la confusion régnant dans la vie administrative et économique et rappelle que « ce n'est un secret pour personne à Alger que lors du Congrès du FLN... bien des délégués votèrent les thèses d'inspiration marxiste uniquement pour ne pas encourir la réprobation populaire (9) ».

En 1965, grâce à cette perspective autogestionnaire maintenue et avec un parti qui entend garantir la liberté de discussion et de critique, l'Algérie reste le modèle de référence. Avec le coup d'État de Boumediène, l'avenir du socialisme autogestionnaire est-il scellé ?

- **Le PCF pour un Cuba africain, pour une reconnaissance officielle de son rôle pendant la lutte de libération.**

Après l'installation de Ben Bella, le PCF, qui ne s'est pas immédiatement prononcé sur la nature du régime, se donne comme priorité le soutien à son parti frère qui fut longtemps sa « filiale algérienne », le Parti communiste algérien (PCA) interdit dès octobre 1962. À ce moment, il semble espérer une « issue cubaine » caractérisée à la fois par la fusion du PC avec le mouvement de libération pour constituer un « front » évoluant vers un parti unique de type léniniste. Avec comme perspectives concrètes la participation directe des ex-communistes au pouvoir et le rapprochement avec l'URSS et le bloc socialiste. Ce modèle algérien ou ce « Cuba africain » doit s'inspirer le plus possible du modèle soviétique.

C'est dans ce cadre stratégique que le PCF laisse la parole au secrétaire général du PCA, Bachir Hadj Ali, pour fixer « l'attitude révolutionnaire » en trois points.

1) « Définir des objectifs clairs, c'est-à-dire parfaire l'indépendance et finir avec les servitudes économiques et militaires d'Évian, donner la terre aux paysans, nationaliser les secteurs-clés de l'économie, élever le niveau des masses les plus déshéritées et le niveau culturel du peuple.

2) Définir une orientation juste pour atteindre les objectifs. Le projet de programme de Tripoli fixe les objectifs clairs et définit cette orientation sous la forme de deux options: « voie de développement non-capitaliste à l'intérieur, politique extérieure pacifique et anti-impérialiste », appui sur les pays socialistes pour assurer le succès de ces deux options.

3) Trouver l'instrument nécessaire pour atteindre les objectifs... Une force unique... La divergence porte sur ce troisième point. Nous proposons l'union au sein d'un front unique. Le B.P. du FLN se prononce pour le parti unique (10) ».

Le paradoxe est éclatant. Le PCA, et à travers lui le PCF, conteste au FLN la pertinence du choix du modèle organisationnel que les communistes ont pourtant toujours considéré comme une nécessité politique impérieuse : le parti unique sur le modèle du centralisme démocratique de matrice léniniste. La critique indirecte du choix du FLN est fondamentalement tactique: rien n'est dit sur la nécessité stratégique de la démocratie politique pour le processus de « transition vers le socialisme », aucune référence à l'autogestion. En fait, la démarche du PC vise à préparer l'intégration du PCA dans le processus de constitution du futur parti unique comme ce fut le cas à Cuba.

Mais une deuxième priorité importante s'impose au PCF: celle de se faire légitimer par le FLN, encore auréolé de la légitimité révolutionnaire, son action parfois durement contestée par ce même FLN pendant la guerre de libération. C'est l'objet du voyage à Alger, en 1964, d'une délégation de PCF menée par Waldeck-Rochet en personne qui a d'abord eu un entretien prolongé avec Ben Bella. Le premier communiqué commun, très équilibré, entre le PCF et le FLN se caractérise par la pleine approbation par le PCF " de l'orientation socialiste dans laquelle s'est engagé le peuple algérien sous la direction du parti du FLN " En échange « les délégués algériens se sont montrés sensibles au soutien manifesté à l'Algérie par le PCF au cours de la guerre de libération... (11). On mesure là encore la réticence du côté algérien.

À ce moment, la demande de légitimité politique ne provient pas du FLN, elle vient du PCF. Le modèle algérien a alors un tel prestige interne et externe que le PCF veut en bénéficier mais toujours avec le souci de favoriser une évolution de type soviétique dans le

cadre de la coexistence pacifique supposant le soutien d'une logique " étapiste".

Ainsi, en 1965, le PC entend soutenir le processus algérien dans une ligne soviétique et articuler la politique algérienne sur la politique extérieure de l'URSS. Sa force en France - y compris dans les municipalités où habitaient de nombreux travailleurs algériens -, son influence idéologique dans l'intelligentsia française et algérienne, le prestige du modèle soviétique fondé sur l'industrialisation lourde, l'influence du marxisme et de l'URSS dans le nationalisme arabe, autant de vecteurs qui ont permis un développement profond de l'influence du modèle soviétique sur le processus algérien, en particulier concernant le rôle de l'État dans le développement (12). Le coup d'État de 1965 allait momentanément perturber cette étape de la construction de l'Algérie "socialiste".

- **La SFIO et l'Algérie (1962-1965): silence total**

Pendant les années Ben Bella, la SFIO, probablement encore sous le traumatisme d'une guerre qui a failli l'emporter, ne s'est *jamais* exprimée publiquement sur l'Algérie indépendante. Elle s'est seulement félicitée de l'apport de la main-d'œuvre algérienne immigrée dans la reconstruction de nombreux secteurs de l'économie française, en souhaitant qu'ils soient dignement traités (13)

- **La gauche française et le coup d'État de Boumediène: quelles leçons en tirer ?**

Le PSU condamne le parti militaire

Le PSU réagit immédiatement. Son journal, *Tribune socialiste*, publie quelques jours après une analyse à chaud qui apparaît prémonitrice. Je n'en citerais que le début: « Le parti militaire - Boumediène, le ministre des Affaires étrangères Bouteflika et un petit nombre d'hommes - sait désormais comment on fait pour mettre en échec le pouvoir civil. Jusqu'au soir du 18 juin, il contrôlait seulement, faisait pression. Il subissait lui-même la volonté de Ben Bella animant un parti faible et un État fragile, marqués de ce péché originel d'avoir été fondés sur la *destruction* d'un pouvoir civil (le GPRA) et d'une armée de civils insurgés (les maquis) issus l'un et l'autre de la lutte révolutionnaire. Maintenant l'armée a fait l'expérience de sa force. Elle ne s'est pas contentée de menacer, d'exiger ou d'interdire. Elle a agi. Elle est devenue complètement un instrument politique. Quand et pourquoi cesserait-elle de l'être ? Faudra-t-il attendre qu'elle se brise à son tour parce qu'elle aura pris en charge des difficultés et des contradictions que le président de la République algérien avait tour à tour dominées, déjouées ou escamotées ? (14)».

Trois mois après le putsch, prenant acte de la prééminence incontestée de l'armée dont « le caractère privilégié et prétorien s'affirme de jour en jour », mais aussi préoccupé par la situation des militants PSU arrêtés et torturés, le PSU, par *Tribune socialiste* interposée, souhaite « au moins que le

respect des droits de l'homme soit observé par les nouveaux dirigeants algériens (15) "

- **Le PCF découvre l'armée et veut un parti d'avant-garde**

Le PC est lui aussi surpris par le putsch et se voit obligé de réagir immédiatement à la répression qui touche aussi les militants communistes. Le 29 juin 1965 il dénonce la " répression " et « demande la libération du président Ben Bella et de tous les emprisonnés ».

Devant le trouble dans les rangs du parti, il revient au spécialiste du parti sur l'Algérie, Georges Lachenal, de présenter l'analyse de la situation nouvelle. S'interrogeant sur les causes du succès du coup, il estime que c'est l'absence d'un véritable parti d'avant-garde qui explique la confusion et les hésitations ayant suivi le 18 juin. Et l'auteur présente ainsi l'armée comme étant « la seule force organisée capable de renverser le gouvernement de Ben Bella. Elle tendait à devenir un véritable État dans l'État sous la direction de Boumediene " qui a voulu s'opposer à la volonté de « contrôle du parti sur l'armée". " Les militaires se sont faits les instruments des forces hostiles à l'Algérie (socialiste) " et tiennent aujourd'hui en main tous les postes-clés de la vie du pays (Conseil de la révolution et gouvernement, secrétariat exécutif du FLN composé de cinq militaires... (16),

- **La SFIO ne veut pas entendre parler de Ben Bella**

Encore rien sur l'Algérie dans le *Bulletin intérieur* de la SFIO à ce moment là. Il faut attendre février 1968 pour y lire une position concernant

Ben Bella. Elle est rédigée ainsi: " Comité de défense de Ben Bella et des autres victimes de la répression en Algérie: Le bureau n'estime pas opportun que le Parti s'associe à cette action (17) ".

Ainsi, avec le putsch de 1965, la nature militaire autoritaire et antidémocratique du pouvoir algérien semble manifester pour la gauche française qui avait soutenu Ben Bella. L'opposition démocratique et sociale qui s'organise en Algérie semble annoncer l'émergence d'une alternative démocratique soutenue par la gauche française. Ce ne sera pas le cas: la gauche française s'adaptera à la situation nouvelle.

-----

(3) - Dirigeant du mouvement Combat . pendant la résistance, Compagnon de la Libération, fondateur et directeur de *l'Observateur*, fondateur du PSU, Claude Bourdet a mené comme éditorialiste de *l'Observateur* une campagne systématique contre la politique française en Algérie. Ce qui lui a valu des saisies et même l'arrestation. Comme conseiller de Paris, il a été le seul à dénoncer ouvertement devant Papon la sauvage répression du 17 octobre 1961 à Paris contre les Algériens.

(4)- *Tribune socialiste*, septembre 1962.

(5)- *Tribune socialiste*, 13 avril 1963.

(6) - *Tribune socialiste*, 23 novembre 1963.

(7)- *Tribune socialiste*, 4 avril 1964.

(8) - *Tribune socialiste*, 9 mai 1964. Ajoutons que dans sa déclaration au Congrès Ben Bella a traité de la question féminine: La libération de la femme n'est pas un aspect secondaire qui se surajoute à nos autres objectifs. Elle est un problème dont la solution est un préalable à toute espèce de socialisme....

(9)- *Tribune socialiste*, 7 novembre 1964.

(10) - *Cahiers du communisme*, avril 1963

(11)- *Cahiers du communisme*, octobre 1964.

(12) - En France toute une école inspirée des thèses de François Perroux sur les pôles d'industrialisation a conforté ce choix à la fois communiste et tiers-mondiste (Samir Amin). Gérard de Bernis a été l'économiste français qui a aussi inspiré le plus directement la politique économique algérienne.

(13) - Pour connaître les positions de la SFIO, j'ai consulté la collection du *Bulletin intérieur* qui reproduit les prises de positions officielles du parti.

(14)- *Tribune socialiste*, article de Paul Parisot, 26 juin 1965.

(15)- *Tribune socialiste*, 18 octobre 1965.

(16)- *Cahiers du communisme*. G. Lachenal.

(17) - *Bulletin intérieur*, février 1968, n° 155.